Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 30 (1938)
Heft: 6

Artikel: Le comité de la F.S.I. siège à Oslo
Autor: Meister, M.
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-384139

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Revue syndicale suisse

ORGANE MENSUEL DE L'UNION SYNDICALE SUISSE

30me année Juin 1938 No 6

Le comité de la F. S. I. siège à Oslo.

Par *M. Meister.*

C'est avec une grande impatience que tous les syndicats affiliés à la F. S. I. attendaient la session du comité, à Oslo, car, à part les questions ordinaires à traiter, il y avait lieu de se prononcer sur d'importantes questions actuelles, en particulier sur l'adhésion des syndicats russes à la F. S. I. De plusieurs côtés, l'on regretta qu'Oslo ait été choisi comme lieu de conférence, cette ville n'étant pas très commode à atteindre, surtout pour les collègues de l'Europe centrale. Le grand nombre des délégations présentes prouva cependant que les centrales de chaque pays ne craignirent ni peines ni frais pour pouvoir prendre part à la conférence. La liste de présence mentionne les noms de 14 centrales: Belgique, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Finlande, France, Grande-Bretagne, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie et Pologne. Le Mexique et la France avec les Pays scandinaves envoyèrent des représentants en assez grand nombre. A part les organisations nationales, 19 secrétariats professionnels internationaux furent représentés.

Du discours d'ouverture du collègue Citrine, nous aimerions retenir les déclarations suivantes:

Walter Citrine constate avec satisfaction que le nombre des membres dans chaque centrale affiliée a augmenté, si bien que le total des membres de la F. S. I., à fin 1937, était de plus de 20 millions. Depuis la dernière session qui avait eu lieu à Varsovie, l'annexion du syndicat américain a été rendu définitive. L'augmentation des membres est particulièrement remarquable si l'on tient compte du marasme économique qui se fait sentir depuis quelques mois et du chômage croissant qui en résulte dans certains pays et qui donne lieu à de graves appréhensions. Le président croit qu'une souplesse et une possibilité d'adaptation propres à éviter les graves causes d'une crise économique résident même dans le système capitaliste pour autant que les mesures écono-

miques prévues par le mouvement syndical soient mises en pratique. C'est pourquoi les centrales nationales doivent être encouragées à organiser des bureaux d'études économiques afin de préparer les moyens propres à combattre la crise. Au cours de l'année écoulée, le comité des experts de la F. S. I. s'est occupé de cette question et a conçu un plan des moyens qui peuvent être appliqués pour combattre la crise.

En Europe, les dictatures fascistes deviennent de plus en plus hardies dans la poursuite de leurs plans de conquêtes. L'Allemagne, sans tenir compte des principes de justice les plus élémentaires, s'est emparée de l'Autriche et le peuple autrichien est exposé dorénavant à un régime qui dépasse en brutalité tout ce qui existait jusqu'à présent. La sympathie de tout le mouvement syndical va à nos camarades autrichiens qui sont devenus les victimes de cette oppression. La Tchécoslovaquie, en tant qu'Etat libre, est également menacée. Il est nécessaire, d'une part, d'arriver à une solution amicale de la question de la minorité allemande, mais d'autre part il ne faut pas oublier qu'il existe une limite que les concessions ne doivent pas dépasser. Nous osons espérer qu'il sera tenu compte des conseils que les gouvernements britannique et français donneront à la Tchécoslovaquie. Le peuple tchèque a conscience des dangers qui menacent son indépendance et il est décidé de résister à toute attaque économique ou militaire. Cette attitude doit être appuyée par toutes les forces démocratiques.

En Orient, les impérialistes japonais ont attaqué le peuple chinois d'une façon barbare et rempli le monde d'horreur. Il est réjouissant de constater les progrès croissants de la résistance chinoise. Devant l'attaque japonaise, le peuple chinois s'est uni sans tenir compte des différences d'opinions.

Tôt ou tard, les Etats démocratiques se verront obligés, dans leur propre intérêt, d'opposer une résistance aux attaques fascistes. C'est à ce moment que le danger de guerre sera le plus grand. C'est pourquoi il est important que chacun sache combien il est inutile d'engager les gouvernements de s'opposer à ce grave danger s'ils ne sont pas armés et préparés convenablement. Il est très regrettable que les nations aient une tendance à chercher à se protéger en s'isolant et de ne plus avoir confiance dans la sûreté collective de la Société des Nations, car de cette façon elles risquent de tomber directement aux mains des dictatures. C'est dans le cadre de la Société des Nations que se trouve la meilleure possibilité de paix entre les nations.

La résistance héroïque des forces républicaines espagnoles suscite l'admiration du monde entier. L'aide en hommes et en munition apportée aux rebelles de Franco n'est plus un secret. Le pacte de non-intervention a porté préjudice au gouvernement espagnol. Pendant qu'il est encore temps, les puissances démocratiques devraient donner suite à l'invitation des mouvements

ouvriers du monde entier qui demande que l'on procure au peuple espagnol les armes nécessaires pour le rétablissement de son gouvernement. La plus grande pression de l'opinion publique a été exercée sur les gouvernements des pays démocratiques. Citrine est fier de l'aide qui a été accordée si largement aux camarades espagnols par les syndicats et les mouvements ouvriers en général. Mais les besoins sont très grands et du fait des moyens restreints de notre mouvement, un grand effort est nécessaire pour secourir le peuple espagnol. La volte-face de l'opinion publique américaine est remarquable et nous espérons que les actes ne tarderont pas. Rien ne serait plus souhaitable que le gouvernement américain prenne les devants en montrant l'exemple, ce qui chasserait bien des préjugés et vaincrait l'hésitation des gouvernements français et anglais et d'autres encore.

A la séance de l'après-midi déjà l'on put commencer les délibérations du comité, la discussion et l'acceptation du rapport de gestion 1936/37, édité par le secrétariat de la F. S. I. Le collègue Schevenels nous informa en outre que le mouvement syndical, malgré la situation critique et les dangers croissants du fascisme et de la guerre, accuse une forte augmentation de sa force et de ses effectifs. Il regrette que le vœu exprimé lors de la session du comité à Varsovie, demandant que le mouvement syndical de l'Amérique du Nord se soude en une seule organisation, n'ait pas encore été réalisé et il renouvelle sa demande à la F. S. I. afin que celle-ci mette de l'ordre dans ce conflit. Schevenels fit également allusion à quelques questions concernant le travail en commun de la F. S. I. et des secrétariats professionnels internationaux, et pour terminer il mentionna les progrès faits pendant les dernières années dans le domaine de l'éducation.

En ce qui concerne le point 3, *rapport des finances*, rapport des reviseurs de comptes et élection d'un nouveau reviseur, le représentant de la Suisse, le collègue Meister, en qualité de rapporteur donna quelques renseignements pour compléter le rapport écrit. L'exercice pour 1937 boucle avec un excédent appréciable. En premier lieu, l'augmentation des recettes dépend des effectifs. D'autre part, nous tenons à faire remarquer que le paiement des cotisations des centrales des pays s'est amélioré sensiblement, de telle sorte qu'après le premier trimestre 1938 le nombre des cotisations en retard pour l'année écoulée était minime. En outre, la F. S. I. a pu comptabiliser des bénéfices sur des différences de cours qui n'étaient pas à dédaigner, apportant ainsi un changement réjouissant au résultat financier de l'exercice. Le rapport des finances de même que le rapport des reviseurs furent acceptés à l'unanimité. A la place du collègue Meister, qui se retire après de nombreuses années d'activité en qualité de reviseur et qui fut remercié chaleureusement par le président, on nomma le collègue Buisson (France).

L'affiliation des syndicats russes.

Le deuxième jour de la session, le comité ouvrit la séance par les grands débats sur l'affiliation des syndicats russes.

Le rapporteur, le collègue Schevenels, en retraça l'histoire; il rappela le dernier congrès de la F. S. I., à Londres, en 1936, où l'on avait voté les résolutions sur la base desquelles les pourparlers avec les syndicats russes avaient été entrepris. Nous n'avons pas oublié que les deux premières lettres adressées par le secrétariat de la F. S. I., à Moscou, étaient restées sans réponse, et ce n'est qu'à la troisième lettre, qui avait été envoyée à Moscou sur la demande du comité réuni à Varsovie en 1937, que nous reçûmes une réponse. Après cette réponse, une délégation composée des collègues Jouhaux, Schevenels et Stolz se rendit à Moscou. Le résultat des délibérations de Moscou donna lieu à de vives discussions au sein de tous les mouvements syndicaux internationaux et les critiques ne firent pas défaut. Le collègue Schevenels exposa la situation difficile dans laquelle se trouvait la délégation de la F. S. I. vis-à-vis des syndicats russes, mais il est d'avis que les décisions prises à Moscou sont défendables parce qu'elles concordent avec les résolutions de Londres et de Varsovie.

D'ailleurs, il ne s'agit pas d'une convention mais de la constatation de certains points des délibérations n'engageant pas le comité de la F. S. I. Après un exposé explicatif des motifs, Schevenels constata que la question de liberté syndicale et d'indépendance des syndicats russes de l'Etat de Moscou n'avait pas été soulevée parce que ce n'était pas l'affaire de la délégation. Mais déjà à Londres on avait constaté que la liberté et l'indépendance, telles que la F. S. I. les conçoit pour les syndicats qui lui sont affiliés, n'existaient pas pour les syndicats russes.

Le premier orateur, le collègue Jouhaux, regretta que pour la première fois, depuis qu'il travaille en collaboration avec les membres directeurs de la F. S. I., l'on ne soit pas du même avis que lui dans une question pourtant si importante. Il défend l'affiliation des syndicats russes, car la création d'une unité syndicale est une nécessité urgente devant les dangers fascistes croissants, dangers qui menacent également les Etats-Unis d'Amérique. Les exemples de l'Autriche, de l'Espagne, de la Chine, le danger toujours plus grand menaçant la Tchécoslovaquie, ne permettent pas de considérer encore plus longtemps une question aussi importante d'un point de vue formaliste. Il est nécessaire que chacun reconnaisse qu'il est nécessaire que les Russes avec leur grande puissance d'organisation fassent partie de la F. S. I.

Il fait appel à la solidarité internationale et à la discipline syndicale internationale pour surmonter les scrupules et les hésitations. Personnellement, il regrette que les Russes aient posé des conditions pour leur adhésion à la F. S. I. Selon lui, en continuant les discussions entre les Russes et le président de la F. S. I., et sur

la base des statuts de la F. S. I., il sera possible de voir comment le comité pourra contribuer à une solution de cette question.

Toledano, le secrétaire général de l'Union syndicale du Mexique expose dans son rapport les efforts tentés par le fascisme pour étendre sa puissance au Brésil, au Guatemala et au Mexique même; il est de plus en plus évident que le fascisme est un danger mondial et ce n'est pas par la défensive mais par une offensive concertée que l'on pourra s'y opposer. Dans ces circonstances, la session d'Oslo prend une signification historique et d'elle dépend que l'on puisse atteindre dans le mouvement syndical international un rassemblement de toutes les forces, sans tenir compte des conceptions politiques ou religieuses. Pour la création d'une unité, le Mexique se rallie aux résolutions de Londres, et le vœu de chacun doit être d'assurer la défense nécessaire de la démocratie en réalisant une unité syndicale mondiale.

Almaro del Rosal, déclare, au nom des syndicats espagnols, qu'il soutient les conventions de Moscou. Il est certain que la question de l'adhésion des Russes n'est pas un simple problème, mais la question de liberté syndicale ne devrait jouer aucun rôle puisque, lors des résolutions londoniennes, sur la base desquelles les délibérations de Moscou ont été menées, il n'en a pas été parlé. 170 millions de Russes et 20 millions d'ouvriers organisés se trouvent réunis pour lutter contre le fascisme, et c'est une force qui ne doit pas être dédaignée. La délégation espagnole est d'accord avec les résultats des délibérations de la délégation de la F. S. I., et elle est d'avis que les discussions avec les syndicats russes doivent être poursuivies.

Frachon (France) déclare qu'à son avis la question d'unité syndicale qui a fait l'objet du congrès de Londres restera au premier plan aussi longtemps qu'on n'en aura pas trouvé la solution. Deux ans se sont écoulés depuis ce moment. Entre temps, le fascisme a fait de nouveaux progrès menaçants, alors que le mouvement syndical n'a fait aucune avance dans la solution de cette question. Les pourparlers avec Moscou doivent être continués. Il ne faut pas discuter de la liberté et de l'indépendance des syndicats russes, car la question de la mainmise de l'Etat sur les organisations ouvrières pourrait être posée à d'autres centrales nationales.

Hindahl, le président de l'Union syndicale norvégienne, croit que la F. S. I. a eu raison d'inviter les Russes à s'affilier et de discuter avec eux. Il était évident que la délégation de la F. S. I. à Moscou n'était pas unanime. Il va sans dire que la possibilité de critique doit être maintenue vis-à-vis de la Russie de même que l'autonomie des centrales de la F. S. I. doit rester un droit inviolable. Les syndicats norvégiens sont d'avis que les syndicats russes doivent se joindre régulièrement à la F. S. I. Hindhal ajoute que même un affaiblissement du mouvement syndical qui pourrait éventuellement se produire dans le cadre national doit être accepté, car il

sera compensé amplement sur le plan international. Il souligne que l'entrée des Russes ne peut avoir lieu qu'avec les mêmes droits et mêmes tâches et que par conséquent des garanties concernant l'autonomie des centrales de la F. S. I. ne sont plus nécessaires. La centrale syndicale norvégienne soumet des propositions qu'elle juge tout à fait indispensables, au sujet de la continuation des délibérations avec les syndicats russes.

De la Bella (Pays-Bas) déclare qu'il est regrettable que la délégation n'ait pu s'entendre devant la ferme volonté des Russes à Moscou. Pour les syndicats néerlandais, il est de grande importance de savoir si ces délibérations avaient eu lieu légalement sur la base des statuts de la F. S. I. ou seulement sur la base des résolutions de la F. S. I. Il regrette que la délégation ait accepté les conditions faites par les Russes, alors que ces conditions auraient dû être faites par la F. S. I. La décision de Londres nous a conduits à de grandes difficultés, et il ne faut pas oublier que depuis ce moment beaucoup de choses ont changé. Lui-même considère comme impossible l'entrée des Russes dans la F. S. I., sans conditions, parce que la liberté syndicale n'existe pas dans l'Union soviétique et parce qu'il est persuadé qu'on ne pourrait rendre actuellement un plus grand service au fascisme que de travailler en collaboration avec les communistes. Les dangers qui en résulteraient pour le mouvement syndical international entier ne doivent pas être ignorés, et il ne faut surtout pas oublier le grand affaiblissement qu'occasionnerait l'annexion des Russes pour le travail national des syndicats de certains pays. Il n'est pas non plus persuadé que l'affiliation des Russes renforcerait l'action syndicale, elle risquerait plutôt de produire l'effet contraire. Les syndicats néerlandais s'opposent résolument à l'annexion des syndicats russes à la F. S. I.

Le collègue Zdanowsky (Pologne) prend la parole en qualité de premier orateur, le troisième jour de session. Il déclare que l'affiliation des Russes présenterait pour le mouvement ouvrier polonais et pour les syndicats polonais en particulier de très grandes difficultés. Le travail en commun des mouvements ouvriers et de la bourgeoisie libre, condition du progrès social en Pologne, serait détruit par l'adhésion des Russes. Au nom de l'Union syndicale polonaise, il se déclare absolument opposé à l'annexion des syndicats russes.

Le collègue Mertens (Belgique), comme Jouhaux, regrette que l'on ne soit pas arrivé, au sein du comité de la F. S. I. à avoir une opinion uniforme sur une question aussi importante que celle de l'annexion des syndicats russes. La position à prendre sur cette question dépend naturellement de la situation du mouvement syndical dans chaque pays considéré séparément. Il rappela que les syndicats russes furent les seules organisations qui persistèrent à ne pas répondre à la F. S. I. au sujet de l'affiliation, malgré l'invitation réitérée de cette dernière, ils ne réagirent qu'à la troi-

sième lettre, qui leur fut adressée à la suite de la session de Varsovie, il y a une année. Concernant les délibérations, il ne doit subsister aucun doute sur les pourparlers de Moscou, car la délégation de la F. S. I. n'avait aucun droit de passer une convention. Les conditions posées par les Russes se heurteront à une forte résistance.

D'après lui, il ne s'agissait là que d'une manœuvre semblable à celles auxquelles les Russes recourent toujours à l'égard de la F. S. I. Mertens critique avant tout sévèrement le fait que l'on ait demandé, du côté russe, l'exécution de sanctions prolétariennes, alors que dans ce pays les ouvriers sont obligés de travailler pour des livraisons à des Etats dictatoriaux et n'ont pas le droit de faire grève pour se soustraire à cette façon de soutenir le fascisme. Il regrette que la délégation de la F. S. I. n'ait pas répondu comme il se devait à des suggestions de ce genre et qu'elle ait au contraire déclaré qu'elles étaient acceptables. Mertens trouve particulièrement inadmissible que les Russes posent une série de conditions d'organisation dont il font dépendre leur affiliation ultérieure. D'après lui, les Russes ont mal manœuvré cette fois-ci. Il s'oppose à ce que les Russes posent comme condition de supprimer les critiques à l'égard de la Russie et de ses méthodes gouvernementales. C'est une prétention qui ne peut être admise en aucun cas. Mertens cite comme exemple les événements de Belgique, où le travail de taupe de l'internationale syndicale rouge se poursuit même encore maintenant, après les délibérations qui ont eu lieu à Moscou; l'on assiste même à une recrudescence d'activité qui rappelle la méthode sans cesse appliquée par les Russes depuis 1920 et qui consistait à miner le travail de la Fédération syndicale internationale pour le détruire. Il croit que l'augmentation des effectifs de la F. S. I. ne serait qu'un avantage illusoire. Il faut non seulement repousser les conditions posées par les Russes, mais encore refuser toutes discussions avec eux.

Le point de vue de l'Union syndicale suisse est exposé par le collègue Meister. Il déclare que l'Union syndicale suisse ne tolère aucune entorse à la démocratie et il évoque les décisions prises par les organes compétents. L'Union syndicale suisse considère comme le devoir de chaque syndicat de lutter contre le fascisme dans son propre pays, et nous sommes persuadés que s'il remplit cette tâche avec succès il aura également fait son devoir vis-à-vis de la F. S. I; la force de la F. S. I. ne peut pas être plus grande que le total des forces des organisations syndicales de chaque pays. C'est ainsi que nous avons essayé, dès le début, d'atteindre ce but; nous pouvons dire que nous avons réussi. Nous avons lutté de toutes nos forces contre le fascisme et, dans cette lutte, nous avons cherché à collaborer avec tous les cercles de la population qui se placent sur le terrain de la démocratie. Nous sommes parvenus à créer en dehors des cercles syndicaux un mouvement auquel appartiennent des adeptes des cercles les plus bourgeois. Du «Mouve-

ment des lignes directrices» sont exclus tous les groupes dont l'esprit n'est pas strictement démocratique. C'est en vertu de ce principe que nous nous refusons à toute collaboration avec les communistes, collaboration qui compromettrait de précieuses relations. Ce travail en commun a une base suffisamment large pour que le fascisme ne trouve pas de terrain propice en Suisse. Nous avons aujourd'hui un barrage solide contre le fascisme. Notre situation serait affaiblie si nous étions forcés de travailler en commun avec les Russes en les admettant dans la F. S. I. Nous sommes certains que nous rendrions à la F. S. I. un plus grand service en sortant de son sein qu'en restant et en donnant libre voie d'accès au fascisme dans notre pays. A cela il faut encore ajouter les considérations qui ont déjà été avancées d'autres côtés. L'admission d'organisations qui ne sont rien d'autre que des organes exécutifs du gouvernement changerait complètement le caractère de la F. S. I. Nous sommes d'avis que l'affiliation des Russes, avec ou sans conditions et pour les raisons précitées, ne renforcerait pas la lutte que nous faisons à la guerre et au fascisme. Une telle décision aurait pour effet un contre-coup préjudiciable pour les secrétariats fédératifs internationaux. La décision de Londres fut prise dans des circonstances tout à fait spéciales. A cette époque, le congrès était sous l'influence d'une nouvelle scission. C'est sous cette pression qu'eut lieu l'acceptation de ce compromis. La preuve, c'est qu'à Varsovie déjà la continuation des pourparlers avec Moscou se heurta à l'opposition de quatre pays. La proposition du comité n'est pas non plus satisfaisante. Elle laisse prévoir de nouvelles délibérations avec les syndicats russes. Ne cherchons pas plus longtemps à vouloir souder et organiser des éléments idéologiquement inconciliables. Une telle œuvre ne pourrait amener que des difficultés et des disputes internes qui, finalement, paralyseraient notre action et donneraient au fascisme de nouvelles possibilités d'attaques et un nouvel essor.

Au nom de la Fédération américaine du travail, Matthew Woll déclare que l'indépendance des syndicats et de la liberté syndicale sont les principes selon lesquels la Fédération américaine du travail s'est affiliée à la Fédération syndicale internationale. Il est donc absolument nécessaire de maintenir l'autonomie totale des centrales nationales. Il voit dans les syndicats russes une organisation communiste qui dépend de la dictature et qui, pour des raisons politiques, tente aujourd'hui de créer un front unique. Il critique chacun des points des propositions russes, les réfute et fait remarquer que vouloir combattre la dictature fasciste par une autre dictature serait une solution impossible. Ceci amènerait de nouveaux troubles qui porteraient préjudice au mouvement syndical entier.

Le collègue Schifferstein, secrétaire de la Fédération internationale des ouvriers de l'alimentation, parle des expériences que son organisation a faites au cours des six années pendant lesquelles

la fédération russe en fit partie. Tous les efforts faits pour arriver à un résultat positif furent vains. Il ne fut jamais possible, non plus, d'être en contact direct avec les ouvriers russes. Même pendant son voyage à Moscou, il lui fut impossible de se débarrasser, ne fut-ce que pour un instant, de ses traducteurs russes, afin de s'entretenir directement avec les ouvriers. Ces six années furent des années de travail infructueux et de disputes persistantes. Il croit que les centrales devraient tenir compte des expériences faites par sa fédération avant qu'elles se prononcent sur l'affiliation; lorsqu'elles seront certaines que ces expériences ne se renouvelleront plus à la F. S. I., les centrales nationales pourront donner leur approbation.

Au nom de la centrale tchécoslovaque, le collègue Tayerle déclare que la décision des syndicats est d'une grande importance pour l'Etat. Les conditions posées par les Russes doivent être refusées résolument. Mais il ne faut pas pour cela en arriver simplement à l'ordre du jour; il faut donner au contraire pleins pouvoirs au comité pour qu'il continue les délibérations, afin de pouvoir arriver à un rapprochement idéologique avec les syndicats russes.

Le représentant suédois, le collègue Lindberg, déclare que l'arrêté de Londres était non seulement une mauvaise décision sur laquelle on peut revenir mais sur laquelle il faut revenir. Actuellement, nous nous trouvons dans une situation totalement différente de celle du congrès de Londres, et l'évolution ne s'est pas faite dans un sens démocratique; au contraire, les dictatures deviennent toujours plus fortes et plus brutales. Il nous prévient de ne pas juger à la légère certaines propositions russes, et il ne peut pas non plus comprendre que l'affiliation des Russes soit un renforcement de la démocratie et une condition de son maintien. La Suède ne peut par conséquent pas approuver l'adhésion des Russes à la F. S. I. La Finlande déclare être du même avis. Elle se prononce pour la résolution du comité et déclare que l'on pourrait attendre quelque temps, jusqu'à ce que la situation des syndicats russes se soit éclaircie.

Knud Jensen (Danemark) n'est pas certain que les Russes désirent vraiment faire partie sérieusement de la F. S. I. Leur adhésion et la réalisation de leurs conditions mettraient, sans aucun doute, les organisations affiliées à la F. S. I. dans une position critique et il est probable qu'elles démissionneraient. Les conséquences doivent donc être examinées soigneusement. La centrale danoise est d'avis que l'annexion des syndicats russes ne devrait entrer en ligne de compte que lorsque la situation en Russie se sera sensiblement améliorée.

Au nom de la délégation des syndicats britanniques, le collègue Hicks déclare que le devoir de la F. S. I. est d'arriver à l'unité syndicale. Vu les conditions russes et puisque les Russes n'ont pas, en somme, vraiment formulé une demande d'adhésion, on ne peut

pas prévoir les graves conséquences qui pourraient surgir si les propositions soviétiques étaient agréés. Il rappelle que, lors du congrès de Londres, la question de la liberté syndicale avait été posée et que la solution bolchévique n'avait pu être admise pour la F. S. I. et que le rôle attribué aux syndicats en Russie ne correspondait en aucune façon aux conceptions du mouvement syndical libre. Les syndicats russes sont des organes soumis au contrôle absolu d'une dictature politique. Nous ne pouvons rien changer à cette situation. Les syndicats britanniques refusent par conséquent les conditions posées.

En terminant, le collègue Schevenels répondit à certaines objections et tenta de justifier l'attitude des délégués de la F. S. I. à Moscou. Quant aux propositions norvégiennes, il déclare au nom du comité que celles-ci sont inadmissibles parce qu'elles sont identiques aux conditions posées par les Russes.

A la votation nominale sur la déclaration de la F. S. I. refusant les conditions russes, la délégation norvégienne déclare s'abstenir. La votation donne 16 voix à la proposition de la F. S. I. contre 4 et une abstention. Ont voté contre cette décision et pour les Russes: Jouhaux, membre du comité, et les centrales de la France, du Mexique et de l'Espagne. Les centrales de la Hollande, de la Suisse, de la Belgique, de la Pologne et des Etats-Unis présentèrent une nouvelle proposition demandant de rompre tous les pourparlers avec les syndicats russes; à cette proposition fut opposé un contre-projet français demandant que les démarches soient poursuivies. *En votation, il fut décidé que tous les pourparlers entre la F. S. I. et les syndicats soviétiques seraient interrompus.* A cette décision s'opposèrent Jouhaux et Tayerle, membres du comité de la F. S. I. ainsi que les délégués de la France, du Mexique, de la Norvège, de l'Espagne et de la Tchécoslovaquie. C'est ainsi que fut réglée la question de l'affiliation des syndicats russes.

Pour le point suivant de l'ordre du jour, «Lutte contre la guerre, réaction et fascisme», le collègue Jouhaux présenta un rapport écrit qui rappelle et confirme les décisions antérieures prises à ce sujet. Ce rapport déclare que la tâche la plus noble des syndicats est de veiller à ce que la guerre ne soit plus considérée par personne comme une «affaire». Les syndicats devraient concentrer leur attention sur les points qui ont déjà été soumis il y a quelques années à la F. S. I. c'est-à-dire le «contrôle et l'étatisation de l'industrie de l'armement, le contrôle du transport de matériel de guerre et le boycottage des agresseurs.

Dans la discussion qui suivit, les représentants de l'Espagne et du Mexique firent allusion aux graves événements politiques qui nous menacent depuis que le fascisme a fait de l'Espagne son champ de bataille. Le président déclare avec force, en se référant à la décision du jour précédent, que cette décision a été prise parce que la majorité des membres de la F. S. I. ne voyait

pas dans le travail en commun avec les syndicats russes un renforcement de notre mouvement, mais au contraire un affaiblissement. L'action démocratique qui est la base de l'activité de la F. S. I. se trouvera affaiblie si elle se trouve attachée à la dictature russe pour le travail en commun. Notre attitude ne diminue en rien le zèle que nous mettons à combattre le fascisme.

Il fait remarquer que la seule arme efficace qui soit à notre disposition était le boycottage des armes comme on l'avait fait en 1933 contre les nazis allemands.

Pour les possibilités de notre action syndicale, il est important de savoir ce que les syndicats de chaque pays sont capables de faire dans le cadre de la Constitution, des lois et de la situation politique et sociale. On ne peut pas demander aux centrales autre chose que d'utiliser ces possibilités. Par conséquent, il est inutile de leur demander ce qui est en dehors de leurs possibilités. Après que les représentants d'autres pays se fussent encore prononcés sur ce sujet, le rapport écrit fut approuvé à l'unanimité.

En ce qui concerne la lutte du gouvernement mexicain contre les trusts du pétrole, la résolution suivante fut adoptée à l'unanimité:

«Puisque le gouvernement mexicain a exproprié les compagnies pétrolières et puisque les ouvriers y sont intéressés par le fait que la nationalisation des moyens de production d'un pays représente un grand progrès dans la voie du relèvement du niveau matériel et moral des ouvriers, la F. S. I. recommande aux centrales qui lui sont affiliées d'organiser et de poursuivre une intense campagne de propagande. Cette campagne a pour but de faire connaître au public les faits exacts et d'éviter les malentendus que l'on crie sciemment par le canal de la presse et par d'autres moyens au service des sociétés impérialistes.»

Un rapport de presque deux cents pages a été présenté par le secrétariat sur la politique économique de la F. S. I., la question de la semaine de 40 heures et la lutte contre la crise; il contient les résultats d'une enquête économique organisée il y a peu de temps. Le collègue Mertens, en qualité de rapporteur, rappelle qu'en 1936 la F. S. I. avait organisé une conférence d'experts économiques, à Paris, après laquelle cette enquête a été organisée. Lors d'une seconde conférence d'experts en 1938, l'on présenta une série de vœux concernant le développement du département économique de la F. S. I. ainsi que la fondation d'un petit comité permanent d'experts; ce dernier désir a été réalisé depuis lors. La première session de ce comité a déjà eu lieu; au cours de celle-ci l'on fixa le mode de travail permettant une activité économique plus intense ainsi que le mode des rapports économiques entre les centrales des pays.

Quant à la question de la semaine de 40 heures, après un exposé historique, Mertens déclare que la méthode qui consiste à obtenir des conventions de travail pour certaines branches de l'industrie a conduit à des résultats tout à fait insuffisants et qu'il faut maintenant chercher à généraliser la semaine de 40 heures

par une convention générale. Il s'oppose à ce qu'il soit porté préjudice à ces efforts par les intérêts particuliers de certaines branches de l'industrie désirant s'en tenir à des conventions uniques. La F. S. I. ainsi que les groupes ouvriers doivent lutter par tous les moyens contre la dispersion des forces et chercher à atteindre, à Genève, le maximum par la conjugaison de leurs efforts.

Dans la troisième partie de son rapport « Lutte contre la crise », Mertens souligne le fait que le problème du chômage est devenu un problème permanent de crise. Puisque la misère et la pauvreté est le terrain le plus propice au fascisme, nous devons nous occuper particulièrement de cette question, de même que de la question de l'émigration, des travaux publics, etc. Voilà les raisons pour lesquelles la F. S. I. engage les centrales de faire tout leur possible, dans le cadre national en créant un département économique afin de trouver une solution à ces questions.

Après quelques courtes remarques approbatives, le rapport total du secrétariat de la F. S. I. est adopté définitivement.

Le grand problème économique moderne : le circuit.

Par *Charles-F. Ducommun.*

Dans la «Revue syndicale suisse» du mois de mai, nous avions esquissé à grands traits le problème de l'équilibre nécessaire entre la production et la consommation. Nous avions tenté de vulgariser la question en montrant que si la planète produisait pour x milliards de marchandises en une année, il fallait qu'à cette production corresponde une émission de pouvoir d'achat de x milliards également. Pour assurer cette équivalence, il faut opérer au sein de chaque entreprise, réaliser cet équilibre dans les grandes comme dans les petites exploitations. H. Dubreuil avait montré comment le circuit était assuré dans l'économie corporatiste du moyen âge et comment la production s'adaptait alors à la consommation. Aujourd'hui, cette adaptation n'est plus assurée. Nous en avions donné la raison par un exemple élémentaire.

Mais, en réalité, le problème est beaucoup plus compliqué. Nous n'allons faire maintenant que quelques pas de plus dans ce labyrinthe et nous espérons que quelques-uns de nos lecteurs voudront bien nous aider à poursuivre la discussion afin que les syndicalistes romands sachent quelle attitude prendre à l'égard du plus grand problème économique de tous les temps. Aujourd'hui donc, nous sommes obligés de passer sur un plan plus scientifique; nous le faisons d'autant plus volontiers que la question a soulevé parmi nos jeunes syndiqués plus d'intérêt que nous ne le pensions.